

Délégation Régionale Paris IDF CENTRE NORD

Marché n°

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

COMMUN AUX DEUX LOTS (CCTP)

Accord cadre relatif à la maintenance préventive, corrective et évolutive des installations de chauffage, de climatisation, de ventilation mécanique contrôlée et de production d'eau chaude sanitaire des sites COCHIN et PARCC-HEGP rattachés à la Délégation Régionale Inserm Paris IDF CENTRE NORD

SOMMAIRE

Article 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1. Objet du marché.....	5
1.2. Objectifs.....	5
1.3. Définition des niveaux de maintenance.....	5
1.4. Mission de conseil	5
ARTICLE 2 : PÉRIMÈTRE DU MARCHE	6
2.1. Connaissance des lieux et des installations.....	6
2.2. Installations et ouvrages pris en charge par le titulaire.....	6
2.3. Équipements de type numérique ou informatique	7
2.4. Modification des installations	8
2.4.1. Modifications sur initiative de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm	8
2.4.2. Modifications sur initiative du titulaire	8
2.5. Modalités de prise en charge des installations.....	8
2.6. Limites des prestations	9
Article 3 : Conditions techniques	9
3.1. Réglementation applicable.....	9
3.1.1. Normes / Règlements / Documents techniques	9
3.1.2. Fournitures et travaux traditionnels	10
3.1.3. Fournitures et procédés nouveaux ou non traditionnels	10
3.2. Conditions à garantir	11
3.2.1. Période de fonctionnement.....	11
3.2.2. Traitement d'eau	11
3.2.3. Températures.....	11
Article 4 : Contenu des prestations	13
Particularités zone L3 :	13
4.1. Maintenance préventive	13
4.2. Maintenance corrective	15
4.3. Maintenance évolutive	15
Article 5 : Modalités d'exécution des prestations	16
5.1. Interventions de maintenance préventive	16
5.1.1. Créneau horaire	16
5.1.2. Dates d'intervention	16

5.1.3. Dispositions complémentaires	16
5.2. Interventions de maintenance corrective	17
5.2.1. Demande d'intervention de dépannage	17
5.2.2. Délai d'intervention sur site	17
5.2.3. Délai de remise en service	17
5.3. Interventions de maintenance évolutive	18
5.4. Personnel et moyens d'intervention du titulaire	18
5.4.1. Représentant du titulaire	18
5.4.2. Personnel.....	18
5.4.3. Service minimal.....	19
5.4.4. Moyens	19
5.5. Hygiène-Sécurité-Environnement	19
5.5.1. Généralités.....	19
5.5.2. Plan de prévention	20
5.5.3. Permis Feu :	20
5.5.4. Prévention des risques liés à la légionelle :	20
5.5.5. Analyses et maintien des caractéristiques bactériologiques des eaux :	21
5.5.6. Traitement d'eau :	22
5.5.7. Préparation des travaux à risques.....	23
5.5.8. Mesures de consignation	23
5.5.9. Produits et matériels utilisés	23
5.5.10. Gestion des déchets liés à l'activité du titulaire	24
5.5.11. Nettoyage des locaux et matériels	24
5.6. Accès des personnels aux installations.....	20
5.6.1. Accès aux installations	20
5.6.2. Coordination avec le responsable de l'établissement	20
5.6.3. Respect des consignes	20
5.7. Protections des lieux	21
5.8. Produits et consommables.....	21
5.8.1. Stock de pièces détachées	21
5.8.2. Livraisons.....	21
5.8.3. Transfert de risques	21
Article 6 : Suivi d'exécution	22
6.1. Interlocuteurs	22
Pour les questions techniques :	22
Pour les questions hygiène et sécurité :	22

Pour les questions administratives :	22
6.2. Autocontrôle du titulaire.....	22
6.3. Documentation	22
6.3.1. Généralités.....	22
6.3.2. Compte-rendu d'intervention	23
6.3.3. Constat d'anomalie.....	23
6.3.4 Rapport d'activité mensuel / tableau de bord.....	24
6.3.5. Registre de maintenance.....	24
6.3.6 Mise à place des indicateurs de performance :	25
6.3.7 maintien des caractéristiques et des performances :	26
6.3.8. Echancier de remise de documents.....	27
6.4. Réunions de suivi	29

ANNEXES :

ANNEXE 1 : GAMMES DE MAINTENANCE

ANNEXE 2 : CONDITIONS D'INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS

ANNEXE 3 : LISTE DES INSTALLATIONS PAR LOT

Article 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) concernent l'exploitation et la maintenance préventive, corrective, et évolutive des installations de chauffage, de climatisation, de ventilation mécanique contrôlée et de production d'eau chaude sanitaire des installations des sites rattachés à la DR PARIS IDF CENTRE NORD de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm).

Les sites concernés sont les suivants :

- HOPITAL HEGP – PARCC Unité 970
 - Bâtiment Lépine : 56, rue Leblanc – 75015 Paris
- HOPITAL COCHIN / PORT ROYAL
 - Bâtiment Méchain : 22, rue Méchain 75014 Paris
 - Bâtiment Cassini : 123, bd de Port-Royal 75014 Paris

Le marché est alloté et comprend trois lots, distingués en fonction de leur répartition géographique, de la façon suivante :

- Lot n° 1 : Maintenance CVC site PARCC HEGP
- Lot n° 2 : Maintenance sites COCHIN / PORT-ROYAL

1.2. Objectifs

Le titulaire assure les prestations d'exploitation et de maintenance telle que définie ci-après, dans les conditions économiques, techniques et sociales les meilleures.

Les objectifs de ces prestations sont, de façon générale, vis à vis de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm, de :

- fournir un établissement répondant en tous points aux exigences décrites dans le présent document,
- fournir aux usagers de bonnes conditions de travail, de sécurité et de confort,
- assurer la disponibilité des locaux, la fonctionnalité et la fiabilité des installations et équipements, et garantir leur pérennité,
- s'engager à une continuité de service et fournir les prestations nécessaires à l'usage des lieux et au maintien en fonction,
- conduire les opérations de maintenance conformément aux meilleures pratiques et dans les conditions économiques les plus compétitives ;
- participer à la standardisation et l'harmonisation des installations.

La responsabilité du titulaire est directement engagée pour l'ensemble des ouvrages et installations à sa charge.

En ce qui concerne les équipements et installations non à sa charge et pour les exclusions notifiées au présent document, le titulaire s'engage cependant à minima à assister et à conseiller l'Inserm.

1.3. Définition des niveaux de maintenance

Le titulaire est chargé d'exécuter les prestations de maintenance des niveaux 1 à 5 tels que définis par la norme AFNOR NF X 60-010, à savoir :

- Maintenance de Niveau 1 :

Réglages simples prévus par le constructeur, au moyen d'organes accessibles, sans aucun démontage ou ouverture de l'équipement ou échange d'éléments accessibles en toute sécurité (voyants, fusibles).

- Maintenance de Niveau 2 :

Dépannage par échange standard et opérations mineures de maintenance préventive (exemple : graissage, contrôle de bon fonctionnement).

- Maintenance de Niveau 3 :

Réparations mineures, opérations courantes de maintenance préventive (réglage, réaligement, appareils de mesure). Identification et diagnostic des pannes. Réparation par échange, réparation mineure.

- Maintenance de Niveau 4 :

Travaux importants de maintenance corrective et préventive, à l'exception de la rénovation et de la reconstruction.

- Maintenance de Niveau 5 :

Travaux de rénovation, de reconstruction ou de réparation importante confiée à un atelier central de maintenance ou une entreprise extérieure prestataire de service.

Le titulaire est également chargé de la maintenance évolutive (petits travaux). De tels travaux peuvent être justifiés par des mises en conformité, des remises en état d'installations insuffisamment performantes, des extensions, des réaménagements, etc.

1.4. Mission de conseil

Les équipes opérationnelles et fonctionnelles du titulaire sont susceptibles, sur demande de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm, de fournir :

- une participation aux réflexions d'amélioration des installations dans les domaines du confort ;
- une assistance pour la gestion des garanties de parfait achèvement, biennale ou décennale des installations, objet du marché, ainsi que des désordres survenant à la suite d'incidents (exemple : dégâts des eaux, surchauffe d'équipement, incendie).
- Une participation aux réflexions autour de recherche d'économie en terme de consommation énergétique (action sur la régulation en fonction des usages du bâtiment)

ARTICLE 2 : PÉRIMÈTRE DU MARCHÉ

2.1. Connaissance des lieux et des installations

Le titulaire est réputé avoir visité les sites et avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution des bâtiments,
- des contraintes dues à sa destination,
- de la consistance des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance,
- des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des bâtiments.

Une visite obligatoire des sites est organisée par la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm, ce qui permet au titulaire de prendre connaissance de l'ensemble des installations. Ainsi, le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations concernant les installations ou les équipements et leur état, pour ne pas assurer sa prestation partiellement ou en totalité dans le cadre défini par le présent CCTP et le CCAP.

2.2. Installations et ouvrages pris en charge par le titulaire

Les installations prises en charge par le titulaire sont détaillées dans les annexes 3 a u CCTP propres à chaque lot.

Les locaux à exploiter et à maintenir sont de deux types.

Elles comprennent :

- l'intégralité des équipements de climatisation et traitement de l'air, depuis l'alimentation électrique des systèmes de productions, jusqu'aux appareils d'émission, à savoir :
 - les disjoncteurs de protection spécifiques à l'alimentation électrique des équipements de climatisation
 - les matériels spécifiques installés dans les locaux techniques ou dans les locaux climatisés
 - les équipements de production de froid installés à l'extérieur (cas des groupes de production d'eau glacée et des condenseurs à air)
 - les réseaux de distribution de fluides caloporteurs (réseaux hydrauliques et aérauliques)
 - les terminaux de climatisation (ventilo-convecteurs, armoires et centrales de traitement d'air)
 - les armoires électriques de commande
- les équipements de chauffage indissociablement liés aux équipements de climatisation, tels que :
 - les batteries électriques incorporées aux armoires de traitement d'air ou aux ventilo-convecteurs
 - les batteries à eau chaude des ventilo-convecteurs "4 tubes"

- les équipements de traitement d'eau (eau des réseaux de climatisation et circuits fermés) :
 - adoucisseurs
 - pompes doseuses
 - pots d'injection
 - filtres et clarificateurs
- les matériels nécessaires à l'alimentation en eau ou au remplissage des équipements ou des réseaux :
 - disconnecteurs
 - clapets antiretour
 - compteurs
- les équipements de production de chauffage : chaudières etc.
- les chambres froides et les compresseurs d'air
- les matériels électriques, de régulation et de télésurveillance spécifiques aux équipements cités ci-dessus, ainsi que leurs organes de protection électrique et l'ensemble des câbles d'alimentation et de commande.

2.3. Équipements de type numérique ou informatique

Les installations prises en charge par le titulaire comprennent des équipements de commande, de pilotage, de régulation ou de télésurveillance, de toutes marques et de toutes technologies (matériel analogique, matériel numérique avec ou sans report d'informations à distance, etc.).

Dans les cas où les installations sont équipées d'automates numériques ou de systèmes informatiques spécifiques (GTC / GTB), le titulaire est tenu d'affecter du personnel qualifié pour effectuer toutes les interventions de paramétrage, programmation et maintenance de ces matériels.

Par ailleurs, il est chargé, dans le cadre du présent marché, d'acquérir tous les logiciels, licences et protocoles de communication nécessaires à leur exploitation.

2.4. Modification des installations

2.4.1. Modifications sur initiative de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm

LA DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm se réserve le droit de faire exécuter par des entreprises de son choix des travaux modificatifs dans le cadre d'opérations de transformation des ouvrages ou de restructuration des bâtiments.

Il en va de même pour les travaux de démontage et de remontage d'ouvrages annexes, nécessaires pour accéder à certains équipements dont le titulaire doit assurer la maintenance.

Durant l'année de garantie due par les entreprises au titre des marchés de travaux, le Titulaire assiste le pouvoir adjudicateur pour mettre en évidence les défauts, défaillances, malfaçons ou non façons et faire jouer les garanties. Il est tenu de porter à la connaissance du pouvoir adjudicateur l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert. A la fin de la période contractuelle, le Titulaire accepte sans réserve la prise en charge des installations et ne pourra plus s'en prémunir par la suite.

Dans le cas où la garantie des constructeurs et des entreprises ne pourrait pas jouer du fait du non-respect des prescriptions d'entretien exigées pour l'application de la garantie, les travaux à engager pour la mise en état de l'équipement seraient à la charge du Titulaire.

2.4.2. Modifications sur initiative du titulaire

Le titulaire a la faculté de procéder, à ses frais, à tout aménagement ou amélioration des installations sous réserve d'obtenir un accord préalable écrit du délégué régional de l'Inserm Paris IDF CENTRE NORD ou de son représentant habilité.

Les modifications techniques apportées par le titulaire à ses frais sont cédées la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm à la date d'expiration du marché, sans compensation financière. Elles restent la propriété de l'Inserm.

Dans ce cas, le titulaire est le seul bénéficiaire des gains éventuellement constatés sur les coûts de maintenance et d'exploitation des installations climatiques.

2.5. Modalités de prise en charge des installations

Le titulaire déclare s'être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il assure la maintenance et l'exploitation. Il dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification du marché pour émettre, le cas échéant, des réserves.

2.6. Limites des prestations

Sont exclues du présent marché, les prestations suivantes :

- le nettoyage des gaines aérauliques ;
- en général toute intervention sur des équipements non listés dans les annexes du présent marché.

Sont exclus du marché les équipements suivants :

- les équipements individuels de chauffage ;
- les sorbonnes proprement dites ;
- les hottes de cuisines ;
- les équipements de traitement d'eau sanitaire.

Article 3 : Conditions techniques

3.1. Réglementation applicable

3.1.1. Normes / Règlements / Documents techniques

Les prestations à réaliser devront être **conformes aux diverses normes** AFNOR, UTE, CEI et règlements divers applicables à ce jour, notamment :

- les DTU,
- le règlement sanitaire départemental type,
- les prescriptions des concessionnaires,
- les règles professionnelles,
- les décrets et les arrêtés relatifs aux différents types de bâtiments,
- les spécifications de confort thermique (ambiances modérées),
- l'arrêté concernant l'isolation thermique et le renouvellement d'air des bâtiments autres que ceux d'habitation,
- le code du travail,
- les normes électriques,
- la réglementation concernant l'isolation phonique,
- la norme concernant les installations utilisant des fluides frigorigènes,
- les « Règles propres à préserver la santé de l'homme contre les bruits du voisinage ».
- les écrits relatifs à l'utilisation rationnelle de l'énergie,
- la norme et additifs concernant la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques,
- la représentation normalisée et symbole NF.

Cette liste n'est pas limitative, pour l'ensemble des textes cités ci-avant ou non, il sera toujours fait l'application de la dernière édition, avec mise à jour additif rectificatif en vigueur à la date fixée pour la remise des offres.

Si, en cours de travaux de nouveaux règlements entraient en vigueur, l'entrepreneur devrait proposer toutes dispositions de façon à livrer des ouvrages adaptés à ces règles.

En cas de doute sur l'interprétation ou contradiction d'un règlement ou d'un détail d'exécution, la règle la plus restrictive sera appliquée et l'approbation du bureau de contrôle sera toujours exigée.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent contrat.

Il sera donc responsable du respect des réglementations visant les économies et l'utilisation de l'énergie.

Il aura l'obligation d'informer le Maître d'Ouvrage de toute nouvelle disposition d'ordre réglementaire.

Il est rappelé que la vérification périodique des disconnecteurs est obligatoire ainsi que les contrôles d'étanchéité, de ramonage et de combustion chaudière

3.1.2. Fournitures et travaux traditionnels

Les fournitures devront être neuves et homologuées aux spécifications des normes françaises. Les matériels d'usage courant devront être revêtus de la marque de qualité NF et/ou CE, suivre les normes EUROVENT, ISO et USE.

L'exécution des travaux traditionnels est soumise aux dispositions du répertoire des éléments et ensembles fabriqués (R.E.E.F.) applicables au marché. Bien qu'il ne soit pas joint aux dossiers du marché, ni signé par les parties, le répertoire est réputé comme étant parfaitement connu de l'entrepreneur et faire partie des documents contractuels du marché.

3.1.3. Fournitures et procédés nouveaux ou non traditionnels

Avant leur mise en œuvre, et en temps utile, l'entrepreneur est tenu de :

- remettre l'Avis Technique du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.) pour la fourniture ou le procédé considéré.
- prévoir les dispositions d'exécution préconisées dans l'Avis Technique.
- justifier d'un avenant à sa police d'assurances, couvrant les risques supplémentaires inhérents à l'emploi de la fourniture ou du procédé non traditionnel.

L'emploi d'une fourniture ou d'un procédé de construction non traditionnel ou non agréé reste subordonné à une autorisation écrite du délégué régional de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm, ce dernier pouvant la refuser sans avoir à en justifier. Cette autorisation devra être demandée par le titulaire en temps voulu sous forme d'un dossier justificatif afin de ne pas retarder les travaux par le délai d'examen ou en cas de refus final.

3.2. Conditions à garantir

3.2.1. Période de fonctionnement

Le fonctionnement des équipements doit être assuré toute l'année.

En pratique, la période effective de climatisation dépend des conditions climatiques et des instructions de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm.

Pour chaque saison, les dates respectives de mise en route et d'arrêt des installations souhaitées par la DR Paris IDF CENTRE NORD sont transmises au TITULAIRE par le responsable du service immobilier.

Le TITULAIRE dispose alors d'un délai de 24 heures pour que la mise en route ou l'arrêt de la climatisation soit effectif.

Lors d'une mise en route, au-delà de ce délai de 24 heures, il bénéficie d'une nouvelle période de 24 heures pour la mise en température des locaux.

Les températures, les pressions, le taux de renouvellement d'air et l'hygrométrie sont définis par les utilisateurs et validés par le délégué régional ou son représentant dûment habilité. Les conditions à garantir sont transmises par le délégué régional de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm ou son représentant dûment habilité au titulaire.

Pour mettre en œuvre les préconisations de l'Inserm, le titulaire se conforme aux délais d'intervention imposés par l'Inserm (art. 5.2.2 ci-après).

3.2.2. Traitement d'eau

Lorsque les installations sont équipées en conséquence, la prestation due au présent marché comprend la mise en œuvre des produits chimiques nécessaires au traitement des eaux de chauffage pour prévenir l'entartrage, la corrosion et l'embouage des réseaux et installations.

L'acidité (pH) et la dureté (TH) seront conformes aux valeurs exigées par les fabricants de chaudière comme conditions de leur garantie. A défaut, on retiendra les valeurs recommandées dans les brochures SNEC et CSNHP.

Le titulaire n'assure pas le traitement de l'eau sanitaire.

3.2.3. Températures

En période de climatisation, la température ambiante intérieure des locaux climatisés doit être inférieure de 7°C à la température extérieure.

Pendant la période effective de chauffage, l'exploitant assure dans les locaux chauffés la température contractuelle de 19°C. le TITULAIRE assurera les meilleures conditions de chauffage possibles compatibles avec l'installation et la sécurité de son fonctionnement.

Un régime réduit de nuit est autorisé sur le circuit de chauffage entre 20h00 et 6h00.

L'abaissement des températures de départ et la reprise de sa valeur normale devront être programmés avec un décalage suffisant, de sorte que la diminution de la température des locaux ait réellement lieu dans les tranches horaires indiquées précédemment.

Mesure des températures

S'il y a lieu, des contrôles de température pourront être effectués dans un local témoin défini d'un commun accord par le Maître d'Ouvrage et le TITULAIRE.

Dans ce cas, le TITULAIRE sera tenu de fournir un enregistreur de température qui sera laissé à demeure tant que la mesure sera nécessaire ; la température intérieure étant mesurée au

centre de la pièce, à 1,50 m du sol.

Cette température s'entend en régime établi, portes et fenêtres fermées, locaux secs, meublés et occupés suivant leur destination et pour une vitesse normale des vents.

Article 4 : Contenu des prestations

Particularité de la zone des plateformes expérimentales :

Tout intervenant au sein de l'animalerie protégée : EOPS (Exempt d'organisme pathogène spécifique) devra obligatoirement confier à l'équipe de l'animalerie tous les outils nécessaires à l'intervention 48h avant celle-ci pour qu'il soit procédé à leur décontamination chimique. L'intervenant devra systématiquement être accompagné par un membre de l'équipe de zootechnie. Les téléphones portables sont interdits dans les zones.

- Zone d'élevage: Aucune tenue civile ne doit pénétrer dans la zone d'élevage. L'intervenant devra se changer intégralement avec le port d'une combinaison intégrale, porter des gants, masque et des sur-chausses (fournis par l'unité).
- Zone expérimentale: L'intervenant devra revêtir une tenue adaptée (fournie par l'unité). au-dessus de ses vêtements civils (charlotte, blouse, gants et sur-chausses) et suivre la procédure affichée dans le SAS.

Particularités zone L3 :

L'accès aux différents sas et zones du laboratoire est rigoureusement contrôlé, et seuls les personnels ayant suivi et validé un cycle de formation complet sont habilités à travailler dans le laboratoire L3. Toutes les interventions de maintenance préventive ou corrective seront réalisées après la décontamination (planifiée au préalable entre l'INSERM et la société de maintenance CVC) du L3.

4.1. Maintenance préventive

La maintenance préventive regroupe toutes les interventions visant à maintenir en bon état de fonctionnement ou à améliorer les installations, sans attendre que se déclare un incident. Le titulaire s'attache à respecter les consignes des constructeurs et à optimiser le fonctionnement des installations en ce qui concerne :

- la réduction du risque de panne
- les performances des équipements
- la longévité des matériels.

Le titulaire doit toutes les actions de maintenance préventive systématique nécessaires.

Les tableaux de gammes de maintenance, proposent une liste indicative et non exhaustive des opérations à réaliser, par élément principal constituant l'installation. Cette liste n'est pas limitative, mais fixe les périodicités minimales des prestations de maintenance préventive.

Dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire assure :

- l'astreinte sept jours sur sept, 24h/24 ;
- les petites réparations, les réglages et les graissages ;

- le maintien en parfait état de propreté des équipements et, en particulier, de toutes surfaces d'échange (dépoussiérage, lavage et retouches de peinture éventuelles) ;
- le maintien en bon état d'entretien des réseaux de distribution et de la robinetterie, avec, s'il y a lieu, leur nettoyage, rinçage et protection ;
- les contrôles d'étanchéité pour les équipements contenant du fluide frigorigène tels que prévus dans l'arrêté du 7 mai 2007 ;
- une analyse annuelle de l'eau des circuits fermés de climatisation, notamment pour déceler toute anomalie ou trace de corrosion (mesures du pH, TH, teneurs en fer, cuivre, zinc, chlorures, sulfates et matières en suspension) ;
- la dépose, pour examen, des manchettes témoin et leur remise en place ;
- la fourniture et l'introduction dans les circuits de tous les produits de traitement nécessaires ;
- la purge des installations ;
- le nettoyage des locaux techniques et réserves occupés par les équipements ou pièces de rechange des installations dont il a la charge.
- le remplacement de la filtration des centrales de traitement d'air et extracteur, des filtres (y compris absolus) ;
- le contrôle de la température de l'eau des réseaux sanitaires, un prélèvement d'eau et analyse de la légionnelle une fois par an par un laboratoire accrédité ;

Le personnel du titulaire participera à toutes les visites de contrôles réglementaires des installations concernées. La visite du titulaire dans le cadre des contrôles réglementaires établi par le titulaire ou son représentant est établi selon les tarifs prévus dans le bordereau des prix annexé à l'Acte d'Engagement et soumis à l'accord de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm.

4.2. Maintenance corrective

Les interventions qui ressortent de la maintenance corrective consistent à remplacer des pièces détériorées ou usées, à remettre en état ou en marche normale un équipement ou une partie d'installation ayant subi des dommages d'exploitation.

La maintenance corrective inclut :

- l'intervention sur site dans un délai déterminé (voir l'art. 5.2. « Interventions de maintenance corrective ») ;
- la localisation de la défaillance et son diagnostic ;
- La mise en œuvre de mesures conservatoires (Phase provisoire en amont de la phase finale de pérennisation)
- la remise en état avec ou sans modification ;
- la remise en service, au moins provisoire, de l'installation ;
- le contrôle du bon fonctionnement.

4.3. Maintenance évolutive

Les interventions de maintenance évolutive devront obligatoirement faire l'objet d'un devis validé par le délégué régional de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm ou son représentant dûment habilité. Le devis validé donnera lieu à l'établissement d'un bon de commande selon les modalités fixées à l'article 7 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Néanmoins, ces services de maintenance évolutive (aménagement ou renouvellement des installations), le pouvoir adjudicateur peut décider de recourir à un autre opérateur économique, dans le respect des principes du code des marchés publics.

Article 5 : Modalités d'exécution des prestations

5.1. Interventions de maintenance préventive

5.1.1. Créneau horaire

Sauf accord spécifique du délégué régional de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm ou de son représentant pour une intervention à caractère particulier, les interventions du titulaire ont lieu pendant les heures ouvrables, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés.

5.1.2. Dates d'intervention

Le planning semestriel des interventions de maintenance préventive, proposé par le titulaire, est soumis à l'approbation du représentant de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du marché, puis un mois avant le début du semestre suivant.

Les principales contraintes que le planning doit prendre en compte sont :

- les impératifs de fonctionnement des établissements
- l'organisation générale des unités mixtes Inserm implantées dans la circonscription de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm.

Ces propositions sont accompagnées de tous les éléments d'appréciation relatifs aux nécessités d'intervention pour assurer la sécurité des personnes et la conservation des biens.

La DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm se réserve le droit d'interdire ou de modifier certaines dates ou plages horaires d'intervention en fonction de ses impératifs de fonctionnement, moyennant un préavis de QUINZE (15) jours.

Le planning des interventions est transmis semestriellement et sont conformes à l'article 6.3.8. du présent CCTP.

5.1.3. Dispositions complémentaires

Avant toute intervention, le titulaire informe systématiquement la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm des perturbations engendrées dans le fonctionnement de l'établissement et lui propose toutes dispositions permettant de réduire la gêne.

Si la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm estime que les dispositions proposées par le titulaire sont insuffisantes pour assurer un fonctionnement satisfaisant de l'établissement, il peut imposer au titulaire de prendre toutes les dispositions complémentaires qui lui semblent nécessaires.

5.2. Interventions de maintenance corrective

5.2.1. Demande d'intervention de dépannage

Les demandes d'intervention de dépannage ne seront prises en compte que si elles émanent :

- du délégué régional de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm;
- ou du responsable immobilier de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm.
- des responsables locaux sur site.

5.2.2. Délai d'intervention sur site

En cas de demande d'intervention consécutive à un incident, le titulaire doit intervenir sur le site concerné dans un délai maximal de **deux heures (2 h), 24h/24 7jours/7**.

Le délai est décompté à partir de la réception de l'appel téléphonique ou par l'envoi d'un courriel signalant la panne au titulaire.

5.2.3. Délai de remise en service

Le délai de remise en service des installations est de **douze heures (12h) si la pièce à remplacer est inférieure à 100 €HT**. Ce délai est décompté à partir de l'arrivée sur site de l'équipe de dépannage.

En cas d'impossibilité technique de réparer (due aux matériels), un responsable (de l'établissement) sera contacté afin de prendre les mesures nécessaires pour préserver la sécurité des laboratoires.

Si la réparation nécessite l'approvisionnement d'une pièce de rechange non immédiatement disponible, le titulaire doit remettre un devis détaillé au représentant du délégué régional de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm dans les **trois jours ouvrés (3 jours)** suivant la première intervention (devis avec décomposition du prix de la fourniture et précisions de l'unité d'œuvre concernée, du délai d'intervention et/ou d'approvisionnement des pièces à remplacer). Le délai de remise en ordre de marche des installations est fixé dans le planning prévisionnel des travaux joint au devis.

A compter de la réception par le titulaire de l'accord écrit du délégué régional sur ce devis, le délai maximum de remise en ordre de marche des installations est de **quarante-huit heures (48 heures)**, éventuellement majorées du délai d'approvisionnement du matériel.

En cas de retard d'intervention des pénalités précisées à l'article 12 du CCAP sont appliquées sauf justification écrite du titulaire dans le cas où ce motif est validé par la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm.

5.3. Interventions de maintenance évolutive

Les délais de remise en service applicables pour la maintenance corrective tels que définis à l'article 5.2 ci-dessus sont applicables pour la maintenance évolutive.

Le titulaire est tenu de respecter le délai d'exécution (résultant de son devis) fixé par le bon de commande.

5.4. Personnel et moyens d'intervention du titulaire

5.4.1. Représentant du titulaire

Le titulaire soumet à l'acceptation de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm, la personne habilitée à le représenter pour toute question touchant à l'exécution des prestations. En cas d'empêchement du responsable unique ou en cas de remplacement, le titulaire en avertit la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm et procède sans délai à son remplacement.

La DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm pourra à tout moment demander le remplacement du représentant du titulaire et de tout ou partie du personnel de ce dernier pour des motifs professionnels ou autres.

5.4.2. Personnel

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour la maintenance des matériels ou équipements, objet du marché.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail.

Pour assurer la mission, qui lui est confié, le titulaire devra proposer au client, un personnel dont ces compétences seront en parfaite adéquation avec les installations à conduire.

Pour assurer le remplacement du personnel lors des congés ou sur des absences diverses, le personnel aura été obligatoirement formé au préalable à la connaissance des installations du site. Ces compétences étant bien entendu celles définies ci-dessus.

L'Inserm Paris IDF CENTRE NORD devra être à même de connaître nominativement, à chaque instant, le représentant du titulaire et les membres des équipes en service. Pour ce faire :

- la liste des personnes habilitées à intervenir pour le compte du titulaire sera transmise au responsable immobilier de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm dont les coordonnées figurent à l'article 6.1. du présent document dans les délais fixés dans le présent document.
- tous les agents intervenant pour le compte du titulaire dans les locaux de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm, y compris le personnel d'encadrement et les éventuels sous-traitants, doivent en permanence porter un badge personnalisé comportant leur photographie, leur nom, leur prénom, le nom de leur entreprise.

La DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour incapacité ou défaut de probité. Cette mesure s'applique aux salariés et préposés du titulaire ainsi qu'à ceux de ses sous- traitants. Cette mesure est de portée générale et définitive; elle

interdit notamment au titulaire d'affecter sur un autre site, un autre bâtiment ou un autre local désigné au marché l'agent à l'encontre duquel a été pris la mesure d'éviction.

La DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm peut également demander à tout moment, sans délai et sans avoir à motiver sa décision, le déplacement d'un salarié du titulaire. Le titulaire déclare faire son affaire des litiges avec ses salariés qui trouveraient leur source dans une décision de remplacement, de déplacement ou d'éviction.

5.4.3. *Service minimal*

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire est tenu d'assurer les prestations définies par la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm, indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité.

Les moyens d'organisation du service sont soumis préalablement à l'agrément écrit de l'Inserm.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter les prestations dues, selon les modalités agréées comme mentionnées ci-dessus, la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm pourra y pourvoir par tous les moyens à sa disposition, aux frais et risques du titulaire.

5.4.4. Moyens

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations sont assurées gratuitement par la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm. Les conversations téléphoniques strictement nécessaires à la bonne organisation des prestations et à la communication avec les services internes de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm sont prises en charge par l'Inserm.

Le titulaire met en place l'ensemble des moyens conformes à la réglementation en vigueur nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage ;
- les équipements de manutention ;
- les appareils de mesure et de contrôles ;
- les échelles et échafaudages ;
- les moyens de balisage au droit des zones de travail ;
- les vêtements de travail et moyens de protection adaptés aux prestations à exécuter, frappés au signe de l'entreprise et munis de badges nominatifs.
- Ces dispositions s'appliquent également aux éventuels sous-traitants.

5.5. Hygiène-Sécurité-Environnement

5.5.1. *Généralités*

Le titulaire a la responsabilité des conditions d'hygiène et de sécurité liées à ses activités.

Il prend toutes dispositions pour que l'exécution de ses prestations n'induisse aucun risque sur la sécurité des biens, des personnes et l'environnement.

En concertation avec la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm, il prend toutes les

mesures de prévention et de protection fixées par les règles, règlements et normes relatives à la fois au code du travail, aux bonnes pratiques et aux procédures spécifiques d'intervention dans les zones à risques microbiologiques pathogène.

5.5.2. Plan de prévention

Au titre de la législation sur la prévention des risques, notamment le code du travail et le décret du 20.02.92, le titulaire doit fournir au responsable hygiène et sécurité de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm dont les coordonnées figurent à l'article 6.1. du présent document tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention. L'ensemble de ces éléments est contresigné conjointement dans un document écrit dont l'original est détenu par la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm, seul cet exemplaire fera foi en cas de litige.

Ce plan doit définir toutes les mesures de prévention mises en place lors d'interventions à risques d'interférences, non seulement vis à-vis de l'entreprise utilisatrice (EU), mais des usagers et également des autres entreprises extérieures (EE) :

- accès en général : horaires, identification des intervenants, zones de sûreté, locaux à risques particuliers d'incendie, ...
- manutention, utilisation d'engins de transport, de manutention ou de levage, ...
- délimitation des zones d'intervention, balisage et signalisation des zones d'interventions et des équipements consignés par les interventions, maintien des circulations,...
- utilisation de produits, matières, énergie présentant des dangers d'incendie, d'explosion, de brûlure, d'intoxication, de pollution ...
- procédures préalables et pendant consignations et avant remise en régime normal,
- travaux à risques, en hauteur, définition des mesures de protection ;
- travaux en milieu ou à accès difficile : mesures prises pour assurer la protection des personnes et des biens en locaux techniques, moyens de communication et de surveillance à distance des intervenants...

Afin de prévenir tout risque d'accident, le responsable habilité de l'entreprise titulaire s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise présents sur les différents sites.

Pour les interventions ponctuelles en cours de marché et dans le cas où les travaux ou prestations le nécessitent, le titulaire établit un plan de prévention conformément à la description ci-dessus.

Le plan de prévention est ensuite validé par les deux parties.

5.5.3. Permis Feu :

En complément des plans de prévention par site, le Titulaire devra établir un permis feu pour toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds et le transmettre à la maîtrise d'ouvrage pour validation.

5.5.4. Prévention des risques liés à la légionelle :

CIRCULAIRE DGS/SD7A - DHOS/E4 n° 2002/243 du 22 avril 2002 relative à la prévention du

risque lié aux légionelles dans les installations de production et distribution d'eau chaude sanitaire des établissements de santé.

Obligation est faite aux exploitants des installations de production d'eau chaude sanitaire, de se conformer aux procédures réglementaires de conduite, maintenance, et surveillance de ce type d'installation et en particulier :

- La fiche n° 1 relative à la conception et à la maintenance des installations de distribution d'eau chaude sanitaire. Elle apporte des recommandations sur le choix des matériaux à utiliser pour les canalisations dans les installations neuves ou lors d'une restructuration des réseaux d'eau. Elle présente en outre des consignes de température de l'eau chaude à respecter pour le système de production d'eau chaude, le réseau de distribution et les points de puisage de l'eau ;

Mode de production d'eau chaude sanitaire à partir d'un ballon d'eau chaude (électrique, gaz ou autre)

- Nettoyage, détartrage, et désinfection au moins une fois par an. (la conception du ballon doit prévoir ces opérations : présence de trou d'homme d'au moins 50 cm de diamètre pour les ballons supérieurs à 1000 litres) ;

- Ouverture complète de la vanne de vidange toutes les semaines ;

- La température de l'eau à la sortie du ballon doit être en permanence supérieure à 55°C ;

- Élévation quotidienne de la température du ballon au-delà de 60°C ;

Le réseau de distribution d'eau chaude sanitaire

- Repérer et identifier les réseaux par un plan de récolement. Les actualiser à chaque modification du réseau ;

- Remplacer les canalisations en mauvais état ;

- Assurer une bonne circulation de l'eau ;

- Mettre en place un système de suivi de la température pour contrôler l'évolution de la température de l'eau en différents points de l'établissement ;

- Suivi de l'évolution de la corrosion ou de l'entartrage des canalisations d'eau chaude (fréquence annuelle). Il est recommandé de mettre en place des manchettes démontables de contrôle de même nature que le réseau ;

- Analyse et interprétation périodique des courbes de température afin d'appréhender et de corriger plus rapidement les dysfonctionnements éventuels du réseau d'eau chaude sanitaire. Comparaison des résultats des données acquises par rapport aux valeurs seuils hautes et basses préalablement définies ;

- Tenir à jour et archiver l'information ;

- Pour prévenir le risque de prolifération des légionelles il est souhaitable de maintenir l'eau chaude sanitaire à une température supérieure à 50°C en permanence en tous points du réseau ;

- Le réseau d'eau mitigée ne doit plus distribuer de l'eau à une température inférieure à 50°C ;

5.5.5. Analyses et maintien des caractéristiques bactériologiques des eaux :

Le Titulaire a la responsabilité du maintien des caractéristiques bactériologiques pour la totalité des installations objet du présent marché, dans le respect des valeurs réglementaires.

Le Titulaire:

- assure les opérations de maintenance particulières liées à la prévention des risques en matière d'hygiène en référence aux préconisations de la Circulaire n°97/311 du 20/05/97 de la Direction Générale de la Santé. Ces opérations seront conduites notamment dans le but de réduire les risques de développement des bactéries de type Légionnelle ;

- réalise la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire selon l'arrêté du 1er février 2010;

Pour les installations et ouvrages placés sous sa responsabilité, le Titulaire fait procéder à des

analyses bactériologiques annuelles sur chaque installation et ouvrage présentant un risque.

En cas de constatation de désordres, le Titulaire :

- procède à toutes les mesures, correctives et préventives, nécessaires pour rétablir des analyses correctes;
- réalise, à ses frais et en quantité suffisante des analyses supplémentaires jusqu'au retour à la normal des caractéristiques. Les résultats des analyses bactériologiques feront l'objet de rapports écrits qui seront fournis au Maître d'Ouvrage.

5.5.6. Traitement d'eau :

Lorsque les installations sont équipées en conséquence, la prestation due au présent marché comprend la mise en oeuvre des produits chimiques nécessaires au traitement des eaux de chauffage pour prévenir l'entartrage, la corrosion et l'embouage des réseaux et installations.

Le PH et le TH seront conformes aux valeurs exigées par les fabricants de chaudière, de groupes froids et de pompes à chaleur, comme conditions de leur garantie. A défaut, on retiendra les valeurs recommandées dans les brochures SNEC et CSNHP.

Le titulaire n'assurera pas le traitement de l'eau sanitaire

5.5.7. Préparation des travaux à risques

Pour toute intervention de travaux ou d'entretien impliquant de consigner tout ou partie de la surface, le titulaire a la responsabilité de la mise en place après approbation par l'ingénieur hygiène et sécurité de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm, et à ses frais, de l'ensemble des moyens de protection, de balisage, de signalisation et d'affichage ainsi que des actions de communication nécessaires en direction des usagers, visiteurs et riverains.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, sans mise en demeure préalable et sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident. Dans ce cas, les locaux concernés sont considérés en situation de défauts.

Le titulaire prend toutes dispositions, en accord avec la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm et fait son affaire des autorisations nécessaires auprès des autorités compétentes pour les interventions extérieures au bâtiment, en voirie en particulier.

Le titulaire fournit à cet effet le matériel le mieux adapté et le maintien en parfait état de fonctionnement.

5.5.8. Mesures de consignation

Le titulaire met en place toutes les mesures de consignation, en conformité aux dispositions prévues dans le plan de prévention ou dans le plan général de coordination, aux normes et aux règles spécifiques de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm. Il transmet pour signature au délégué régional de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm toute demande d'autorisation spécifique de travaux ou de consignation muni de son visa technique au moins quarante-huit (48) heures à l'avance. Ce délai n'est pas exigé dans les cas d'urgence.

5.5.9. Produits et matériels utilisés

Le titulaire a l'obligation de communiquer à la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm, préalablement à leur approvisionnement, la fiche de sécurité des produits dangereux utilisés, le lieu et la quantité maximale stockée ainsi que les modalités de livraison.

5.5.10. Gestion des déchets liés à l'activité du titulaire

Le titulaire assure le conditionnement, l'enlèvement et la destruction des tous les déchets, matériels, matériaux, équipements et matériels usagés générés par le titulaire dans le cadre du présent marché. L'ensemble de ces prestations se fait dans les règles de l'art.

La non-évacuation des emballages est sanctionnée des pénalités prévues à l'article 12 du CCAP.

Les déchets liés à l'activité du titulaire sont évacués sans délai, dans le respect des lois et règlements en vigueur (notamment en ce qui concerne les déchets spéciaux). Le titulaire fournira tous les bordereaux et certificats concernant la procédure et la destruction de ces déchets.

La non-évacuation des déchets est sanctionnée des pénalités prévues à l'article 12 du CCAP.

Le conditionnement, l'enlèvement et la destruction doivent respecter les normes et réglementation en vigueur durant toute la période d'exécution du marché, notamment celles relatives à l'environnement.

A tout moment, le titulaire doit pouvoir apporter la preuve de la parfaite traçabilité du processus de traitement des déchets (Certificats de destruction, Agréments de transport, Bordereaux de Suivi des Déchets, ...).

5.5.11. Nettoyage des locaux et matériels

Le titulaire s'engage à maintenir en parfait état de propreté les installations et les locaux dans lesquels il intervient. L'absence de remise en état des locaux techniques entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 12 du CCAP.

5.6. Accès des personnels aux installations

5.6.1. Accès aux installations

Les sites sont accessibles de 9h à 18h les jours ouvrés.

Le délégué régional de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm ou son représentant prend toutes les dispositions nécessaires pour permettre au titulaire l'accès aux équipements.

La DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm dote le titulaire de clés, cartes ou codes d'accès permettant l'accès aux locaux concernés par le marché. L'Inserm détermine seul le nombre de clés, de cartes ou de codes d'accès nécessaires à la bonne exécution des prestations et au respect des mesures de sécurité. Lors de la remise des clés il est établi un procès-verbal par la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm. Le titulaire signe une décharge à cette occasion.

En cas de perte ou de vol, le titulaire avise aussitôt le délégué régional de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm des exemplaires manquants; ceux-ci seront remplacés par l'Inserm et feront l'objet d'une pénalité égale à leur valeur de remplacement. Il est expressément interdit au titulaire de reproduire ou faire reproduire les clés manquantes ainsi que de sortir les clés du site. A chaque fin de service, les clés doivent être déposées dans un local désigné à cet effet par l'Inserm.

A titre indicatif, la valeur de remplacement d'un des organigrammes de clés installés sur site, en cas de perte ou de vol d'un passe, est de 20 000 €.

En fin de marché, le titulaire est tenu de remettre à la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm les clés et cartes d'accès confiées initialement et en cours de marché.

5.6.2. Coordination avec le responsable de l'établissement

Chaque intervention effectuée par le titulaire doit être réalisée en accord avec le responsable de l'établissement ou son représentant.

Cette procédure est d'autant plus indispensable que certaines interventions de maintenance sont susceptibles de perturber une expérience en cours.

A la demande de l'Inserm, le titulaire peut se faire accompagner lors de ses interventions par les personnes qui lui seront désignées et leur fournira, à l'occasion de ses interventions, toutes explications et renseignements qui lui seront demandés.

5.6.3. Respect des consignes

Le titulaire est seul responsable de l'organisation du travail, du respect des consignes (de sécurité, d'accès) et de ses personnels.

Est désigné par personnels du titulaire, dans cet article, l'ensemble des personnels relevant du titulaire du présent marché, qu'il s'agisse de son personnel, de celui de ses co-traitants ou de ses sous-traitants.

Le titulaire veillera à ce que ses personnels se conforment strictement aux conditions d'accès des locaux de l'établissement.

Le titulaire du marché s'engage à enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité propre à l'établissement et à contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés et appliquées par ceux-ci.

5.7. Protections des lieux

Lors de l'exécution de ses prestations, le titulaire a à sa charge toutes les sujétions de protection des ouvrages, matériels et biens existant sur les lieux.
Toute dégradation entraînera réparation aux frais exclusifs du titulaire.

5.8. Produits et consommables

5.8.1. Stock de pièces détachées

Le titulaire est seul responsable de la gestion des pièces et fournitures qui sont dues au titre des prestations.

Il ne pourra arguer du fait qu'il ne dispose pas des pièces et fournitures pour retarder une prestation due, que ce soit une prestation de maintenance préventive, corrective ou évolutive. La seule exception à cette règle concernera les pièces et fournitures en rupture de stock chez les fournisseurs si, préalablement, le titulaire en a informé par écrit la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm

La DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm se réserve le droit de procéder à un inventaire physique du stock de matériel lui appartenant.

5.8.2. Livraisons

L'approvisionnement des matériels, équipements, produits et consommables nécessaires à l'exécution des prestations doivent s'effectuer par les accès et aux horaires réservés à cet effet.

A cet effet, toutes les livraisons doivent impérativement avoir lieu sur les sites concernés. Un représentant du titulaire doit impérativement être présent lors de toute livraison.

5.8.3. Transfert de risques

Les risques afférents au transport incombent aux fournisseurs, jusqu'à complète vérification et admission. Le transfert de risques liés à la marchandise et au transport, se fait à l'émargement par le représentant du titulaire des récépissés de transport, lors de la réception de la marchandise sur le site concerné.

Article 6 : Suivi d'exécution

6.1. Interlocuteurs

Pour l'exécution du présent marché la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm désigne les personnes suivantes pour le représenter :

Pour les questions techniques :

M. Patrick LAMY, Responsable immobilier

Adresse : Inserm – DR Paris IDF CENTRE NORD - 86, rue Regnault - 75013 PARIS

Courriel : immobilier.dr-idfcn@inserm.fr

Téléphone : 01.81.70.72.06

Pour les questions hygiène et sécurité :

Mme Mériem KADRI, Conseillère de prévention

Adresse : Inserm – DR Paris IDF CENTRE NORD - 86, rue Regnault - 75013 PARIS

Courriel : meriem.kadri@inserm.fr

Téléphone : 01.81.70.72.59

Pour les questions administratives :

Le service achats

M. Julien ROY Responsable des achats et marchés

Adresse : Inserm – DR Paris IDF CENTRE NORD - 86, rue Regnault - 75013 PARIS

Courriel : achats.dr-idfcn@inserm.fr

Téléphone : 01.81.70.72.84

De même, conformément à l'article 5.4.1 du présent CCTP, le titulaire désigne dès la notification du présent marché, une personne le représentant, en précisant son nom et ses coordonnées.

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement par écrit de tout changement d'interlocuteur.

6.2. Autocontrôle du titulaire

La bonne exécution des prestations sera régulièrement contrôlée par le titulaire lui-même, qui recueillera les observations ou suggestions que le délégué régional la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm ou ses représentants pourraient éventuellement formuler.

Le titulaire transmettra mensuellement les fiches d'autocontrôle à l'Inserm pour les différentes gammes de maintenance accompagné d'un tableau récapitulatif ou de synthèse.

6.3. Documentation

6.3.1. Généralités

Le titulaire aura accès dans les locaux de la personne publique aux DOE, et/ou tout autre documentation concernant le présent marché.

Les échanges écrits ou oraux entre les parties s'effectuent en langue française. Les documents que doit remettre le titulaire au titre du présent marché, sont particulièrement concernés par cette obligation.

Toute information significative qu'une partie souhaite porter à la connaissance de l'autre doit être communiquée par écrit.

6.3.2. Compte-rendu d'intervention

Toutes les interventions du titulaire doivent faire l'objet d'un compte-rendu d'intervention. Ces comptes-rendus préciseront :

- le libellé de l'intervention ;
- le nom de l'équipe et de l'intervenant ;
- les dates et heures d'interventions ;
- l'équipement concerné, ou à défaut, le domaine concerné et, si possible, la localisation géographique ;
- le détail des prestations réalisées ;
- et, s'il y a lieu :
 - les mesures ou comptages effectués ;
 - les fournitures ou pièces de rechange changées ;
 - les annotations particulières de l'intervenant ;
 - en cas d'intervention hors forfait nécessitant des fournitures d'un montant inférieur à 100 € HT : le bon de commande concerné.
 - en cas d'intervention hors forfait nécessitant des fournitures d'un montant supérieur ou égal à 100€HT : le bon de commande concerné, un planning d'intervention.

Le planning d'intervention fera l'objet d'une validation de la part du responsable immobilier de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm.

6.3.3. Constat d'anomalie

Le titulaire est tenu de porter à la connaissance de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm toute anomalie qu'il aurait observée sur les installations dont il a la charge (exemple : fuite d'air sur réseau de ventilation, recyclage d'air d'un laboratoire...).

Il est également tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, outre les anomalies qu'il aurait observées, le titulaire est également tenu de vérifier in situ et d'établir un constat pour toute anomalie signalée par les usagers et enregistrée au poste de sécurité.

Ces constats sont renseignés par le titulaire, qui établit pour chaque constat d'anomalie une fiche écrite sur laquelle sont mentionnés :

- la date et l'heure de l'observation de l'anomalie, ou de l'appel de l'usage ;
- le nom et le prénom de la personne qui a observé l'anomalie ;
- le nom et la qualité de la personne qui rédige le constat d'anomalie ;
- le type d'anomalie constatée ;
- l'équipement qui est en cause ;
- les actions entreprises par le titulaire si elles relèvent du forfait du titulaire (en indiquant le nom de l'intervenant, le type d'intervention effectuée, la date et l'heure de la fin d'anomalie) ;
- la ou les actions qu'il convient de réaliser pour remédier à l'anomalie observée si elles ne relèvent pas du forfait du titulaire ;
- les conséquences que pourrait entraîner l'anomalie à court terme et à long terme si aucune action n'était pas prise pour y remédier (dans le cas d'une anomalie ne relevant pas du forfait du titulaire).

Cette fiche sera éventuellement complétée d'un rapport circonstancié.
Ce constat d'anomalie doit donc aboutir à une action de maintenance.

6.3.4 Rapport d'activité mensuel / tableau de bord

Le titulaire fournira avant le 10 de chaque mois au responsable immobilier de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm un rapport mensuel mentionnant de manière synthétique et explicite pour le mois écoulé :

- les interventions (classement par domaine, lieu, type d'intervention, etc...) ;
- le relevé des compteurs ;
- les constats d'anomalies.

Ce rapport comprendra également une partie tableau de bord comprenant différents indicateurs qualité de la maintenance préventive et corrective.

6.3.5 Registre de maintenance

Le titulaire devra tenir sur site des registres de maintenance, consultables à tout moment par la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm.

Chaque registre comprend les éléments suivants :

- liste nominative du personnel ;

elle est mise à jour en permanence par le titulaire et contient la liste de tous les intervenants du titulaire sur le site, en précisant les noms, prénoms, qualifications, type d'intervention susceptible d'être réalisé.

- programme, gamme et planning de maintenance ;

ces éléments sont mis à jour semestriellement.

- gestion des stocks et matériels :

les éléments concernant la gestion magasin des fournitures, pièces détachées et outillages appartenant au titulaire sont mis à jour en permanence par le titulaire

- ordres de travaux :

les fiches d'ordres (bons de commandes et ordres de service) de travaux seront classées par corps de métier, les prestations forfaitaires seront distinguées de celles hors forfait.

- constats d'anomalies : Tels que décrits dans l'article 6.3.3 ci-dessus.

- historique des installations :

Les fiches « historique des équipements » ne concernent que les équipements principaux tels que : les centrales de traitement d'air, les groupes froids, les centrales d'extraction, les armoires électriques... Chaque équipement principal fait l'objet d'une fiche historique destinée à mieux connaître l'équipement, son fonctionnement et de le suivre pendant toute sa durée de vie.

Il y a lieu de signaler : les dates de remplacement de fournitures consommables, tout changement de pièce détachée, les défauts d'un composant.
Chaque fiche comprend les deux parties suivantes:

- Une partie signalétique "identité" mentionnant :
 - la désignation et le code de l'équipement ;
 - sa situation géographique ;
 - la marque et le type, s'il s'agit d'un équipement individuel ;
 - les noms de l'installateur et du constructeur ;
 - la date de sa mise en service ;
 - les valeurs nominales des caractéristiques de l'équipement ;
 - les valeurs mesurées à la réception ;
 - les notices de fonctionnement et d'entretien du constructeur et de l'installateur.
- Une partie "commentaires" mentionnant :
 - les prestations particulières relevées avec la date d'intervention ;
 - éventuellement, les observations de l'intervenant ;
 - les bilans annuels réalisés par le titulaire.

- les documents attestant du contrôle d'étanchéité et des éventuelles réparations apportées.

Pour les équipements contenant plus de 3 kg de fluide frigorigène, les documents attestant du contrôle d'étanchéité et des éventuelles réparations apportées doivent être conservés au moins 5 ans par le détenteur de l'équipement.

Tout manquement aux conditions ci-avant définies sera considéré comme un manquement aux obligations d'entretien, entraînant application des pénalités de l'article de 12 du CCAP.

6.3.6 Mise à place des indicateurs de performance :

- 100% des contrôles réglementaires réalisées (étanchéité, ramonage, combustion chaudière, disconnecteurs) ;

95% des tâches de maintenance préventives réalisées à la fin de l'année ;

- 90% des dépannages avec un délai d'intervention <2h (pour les installations sensibles) et <4h (pour les autres installations) ;
- Réalisation d'un audit annuel par site pour vérifier l'état des installations, la bonne tenue des documents de traçabilité, la présence des équipements de sécurité à la charge du titulaire.

6.3.7 maintien des caractéristiques et des performances :

Le Titulaire enregistre les caractéristiques et les performances des équipements importants et des réseaux et notamment :

- pompe : débit et ΔP ,
- échangeur : puissance et ΔP ,
- ventilateur : débit et ΔP ,
- dry-cooler: puissance et ΔP ,
- centrale de traitement d'air : débit, ΔP , batterie, puissance batterie,
- caloduc : puissance, rendement et ΔP ,
- groupe frigorifique : ΔP condenseur et CEF,
- batterie d'accumulateurs : autonomie,
- batterie de condensateurs : puissance.

6.3.8. Echancier de remise de documents

En vue de la bonne exécution des prestations, le titulaire doit fournir dans les délais figurant au tableau ci-après les documents suivants visés dans les articles du présent CCTP ou du CCAP :

DESIGNATION DES DOCUMENTS	ARTICLES CONCERNES	DELAIS	DESTINATAIR E
Attestations d'assurances	Art. 13 du CCAP	- <u>en début de marché</u> : QUINZE (15) jours à compter de la date de notification du marché et, au plus tard, HUIT (8) jours avant la date de démarrage des prestations. - <u>en cours de marché</u> : à chaque reconduction.	Responsable achats
Plan de prévention	Art. 5.5.2 du CCTP	- <u>en début de marché</u> : HUIT (8) jours à compter de la notification du marché ou de la date de mise en service; - <u>en cours de marché</u> : à chaque reconduction.	Conseiller Hygiène et Sécurité
Constat d'anomalies	Art. 6.3.3. du CCTP	- <u>en début de marché</u> : UN (1) mois à compter de la notification du marché - <u>en cours de marché</u> : dans un délai de 24heures à compter de l'intervention	Responsable immobilier
Rapport d'activité	Art. 6.3.4. du CCTP	- <u>en début de marché</u> : UN (1) mois à compter de la notification du marché - <u>en cours de marché</u> : au 10 de chaque mois	Responsable immobilier
Fiches d'autocontrôle	Art. 6.2. du CCTP	- <u>en cours de marché</u> : au 10 de chaque mois	Responsable immobilier

DESIGNATION DES DOCUMENTS	ARTICLES CONCERNES	DELAIS	DESTINATAIRE
Planning d'interventions préventives	Art. 5.1.2. du CCTP	- <u>en début de marché</u> : UN (1) mois à compter de la notification du marché - <u>en cours de marché</u> : semestriellement pour le mois suivant	Responsable immobilier
Fiches d'interventions préventives	Art.6.3.4.	- <u>en cours de marché</u> : au 10 de chaque mois pour les interventions du mois précédent	Responsable immobilier
Devis suite à une intervention corrective	Art. 5.2.3. du CCTP	- <u>en cours de marché</u> : dans les HUIT (8) jours suivant la première intervention	Responsable immobilier
Fiche d'intervention corrective ou évolutive	Art. 5.2.3. du CCTP	- <u>en cours de marché</u> : dans les 24 heures à compter de la date de l'intervention	Responsable immobilier
Eléments du registre de maintenance :	Art. 6.3.5. du CCTP		Secrétariats de chaque site
- liste nominative du personnel		Vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché et, au plus tard, huit (8) jours avant la date de démarrage des prestations.	
- programme et planning de maintenance		- <u>en début de marché</u> : HUIT (8) jours à compter de la notification du marché ou de la date de mise en service; - <u>en cours de marché</u> : semestriellement.	
- gestion des stocks et matériels		Huit (8) jours à compter de la notification du marché ou de la date de mise en service	
- ordres de travaux		En continu	
- constat d'anomalies		En continu	
- historique d'installations		En continu	
- contrôle d'étanchéité		En continu	

6.4. Réunions de suivi

Une réunion annuelle aura lieu entre le ou les représentants de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm et le titulaire. Elle permettra de dresser un bilan de l'exécution de la prestation, et de résoudre les éventuelles difficultés de fonctionnement et d'organisation (d'ordre technique ou administratif).

Ce bilan doit faire apparaître, pour chaque installation :

- au regard de l'exploitation :

- le bilan le actions de maintenance réalisées
- la durée de vie probable ou le degré de vieillissement des composants de l'installation
- le contenu des interventions de dépannage avec l'analyse des causes, avec énumération des devis validés et non validés
- l'inventaire des consommables présents par site ainsi que les consommables à commander (n+1)
- le bilan des consommations énergétiques (Electrique, Eau)

- au regard de la réglementation : • la nature de toute situation non conforme (si l'urgence le justifie, les anomalies de cet ordre sont signalées à la DR Paris IDF CN sans attendre le rapport annuel)

- au regard de l'évolution des besoins : • la mise en évidence de l'éventuelle insuffisance des installations face à une évolution des besoins ou la prise en compte des remarques faites par les utilisateurs.

- concernant le parc :

- les éventuels ajouts et suppressions de matériels

Ce bilan doit déboucher sur l'énoncé des conséquences qui découleraient du fait de ne pas tenir compte des observations qui y sont formulées, et sur des propositions de solutions adaptées aux défauts qu'il aura permis de mettre en évidence.

Le titulaire devra proposer à la DR Paris IDF CN les améliorations techniques des installations visant à réduire les consommations d'énergie (coût travaux / Amortissement (gain annuel))

En annexe du rapport annuel seront fournis toutes les informations utiles, telles que :

- les résultats d'analyses physico chimiques d'eau des circuits fermés de chauffage/climatisation
- les qualités et quantités des produits introduits dans les circuits (s'il y a lieu)
- les extractions réalisées et les quantités d'eau introduites dans les circuits de climatisation (s'il y a lieu).

Le rapport annuel doit être transmis à la DR Paris IDF CN dans un délai maximum de trois semaines après l'échéance du marché (date anniversaire).

Ce rapport sera ensuite présenté par le Titulaire à la DR Paris IDF CN.

A tout moment, une réunion pour être provoquée à l'initiative de la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm afin de traiter des problèmes de fonctionnement et d'organisation.

Un rapport de synthèse de cette réunion sera transmis par la DR Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm au titulaire.

Le titulaire devra mettre à disposition des unités un cahier de liaison afin de permettre les doléances des unités